Le statut de combattant dans les conflits armés non internationaux, Gérard Aivo, 2013, Bruxelles, Bruylant, 512 p.

André Dumoulin

Volume 45, numéro 3, septembre 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1027561ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1027561ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dumoulin, A. (2014). Compte rendu de [*Le statut de combattant dans les conflits armés non internationaux*, Gérard Aivo, 2013, Bruxelles, Bruylant, 512 p.] *Études internationales*, 45(3), 464–466. <https://doi.org/10.7202/1027561ar>

inventorie les effets directs du réchauffement des océans sur l'établissement des lignes de base droites, sur le statut des eaux recouvertes de glace et sur le régime des pêcheries. Elle appelle à la coopération et à la coordination des différents régimes concernés, pour protéger la biodiversité marine et répondre au problème de l'acidification des océans.

Les derniers chapitres offrent une perspective convergente, en particulier ceux de Jutta Brunnée sur les contrôles d'application et de conformité, et de Hari Osofsky sur les procédures de résolution des conflits. Pour Jutta Brunnée, la complexité du problème des changements climatiques, ses incertitudes et ses multiples dimensions ont eu raison du processus de détermination des règles. L'impasse des négociations sur les objectifs quantifiés a eu des conséquences dans tous les domaines du droit international en matière de détermination des règles et de contrôle de la conformité. Pour Hari Osofsky, si le droit international doit appréhender les changements climatiques dans toutes leurs dimensions, il faut chercher des pistes de solution du côté des mécanismes de résolution des conflits. Plusieurs recours ont en effet été intentés auprès d'institutions, en dehors du régime des changements climatiques, ou même devant des tribunaux de divers pays, principalement aux États-Unis et en Australie. Malgré le peu de succès de ces recours, c'est le caractère « trans-échelle » (*multiscalar*) des poursuites qui marque leur importance, tout en accentuant les pressions publiques sur l'élaboration du droit international. Le droit international peut ainsi s'ouvrir aux

interactions transnationales provenant de tous les niveaux de gouvernance.

Cette approche interactionnelle faisant place aux États, aux organisations internationales, aux grandes entreprises et à l'ensemble des intervenants de la société civile caractérise le régime des changements climatiques et constitue son principal apport à l'ensemble du droit international. Mettant en lumière cet apport, le livre de Rayfuse et Scott stimule la réflexion et propose des pistes de solution. Rédigé par des spécialistes reconnus d'Europe, d'Australie et d'Amérique du Nord, il dresse un portrait particulièrement utile aux chercheurs et à l'ensemble des intervenants de la communauté internationale pour renforcer les politiques publiques en matière de réponse aux changements climatiques. D'une remarquable unité de ton, il procède à la fois d'une démarche théorique conceptuelle et d'une approche pragmatique de droit comparé. Les directrices de cet ouvrage ont su rallier l'ensemble des auteurs autour d'une méthodologie et d'un projet communs.

Maryse GRANDBOIS

Université du Québec à Montréal

Le statut de combattant dans les conflits armés non internationaux

*Gérard AIVO, 2013, Bruxelles,
Bruylant, 512 p.*

Cet ouvrage, véritable somme, issu d'une thèse récompensée par un prix décerné par la Ville de Lyon, s'imposait depuis que l'on assiste à une recrudescence des conflits armés

non internationaux (CANI), sur fond de guerres asymétriques et autres insurrections. La raison en est simple. Les exactions, atteintes aux droits de l'homme, non-respect du droit des conflits armés sont déjà visibles dans les conflits classiques. Dans le cas des conflits armés non internationaux, le paysage est encore plus complexe et l'absence de réglementation solide aboutit à l'absence de définition des « combattants » et des « civils ». Moyens et méthodes de guerre ne sont pas réglementés et l'absence de statut de combattant dans les CANI va compromettre l'efficacité du droit international humanitaire. Et que dire de la participation de civils aux hostilités, celle des mercenaires et des enfants soldats ?

L'auteur pose un dilemme fondamental : l'absence de statut de combattant dans ces conflits particuliers pourrait-elle compromettre le respect du droit international humanitaire (DIH), dès lors que les groupes armés ne s'y sentiront pas obligés, ne seront pas juridiquement « récompensés » ? Il est vrai que les États répugnent à donner aux combattants rebelles le statut de belligérant et, *in fine*, le statut de prisonnier de guerre s'ils devaient en être. Une façon d'indiquer que ces États ne souhaitent pas encourager la rébellion. Or, cela ne dissuade en rien les actes d'insurrection, au contraire. Reste que, pour l'auteur, « les États n'adopteront jamais une convention internationale qui aurait pour but de les priver de toutes les prérogatives de souveraineté en période d'insurrection armée ».

Aussi, Gérard Aivo tente d'expliquer la complexité de la problématique

de cet entre-deux entre civils et insurgés. Qui bénéficie, finalement, de ce statut de combattant ? Réponse complexe et délicate, d'autant que la distinction entre civils et militaires, civils engagés, insurgés en uniforme, civils comme boucliers humains, « civils protégés », « civils momentanément combattants de gré ou de force » devient particulièrement difficile. Les lacunes du droit international en matière de CANI aboutissent à des conséquences sérieuses en matière de protection des belligérants « non statutaires ».

L'auteur aborde successivement la conception classique de la qualité de combattant, puis son évolution par le principe de distinction entre « civils » et « combattants ». Il tentera, par la suite, de proposer une clarification et un renforcement, qu'il estime nécessaires, de la protection des personnes participant directement aux hostilités et des non-combattants dans les conflits armés non internationaux.

Il termine sa démonstration en proposant un « rapprochement » entre les protocoles I et II afin, d'une part, de jouir d'un statut « par analogie » et, d'autre part, de mettre en avant la solution des accords spéciaux et de l'amnistie.

Nous retiendrons ses développements autour des conséquences insatisfaisantes de l'attribution ou non du statut de combattant aux insurgés et de la nécessité de mieux préciser la notion de « participation directe aux hostilités ». En outre, l'auteur pose le problème de l'interprétation par trop large des États qui peuvent refuser de voir appliquer le droit pour des troubles intérieurs et des tensions internes

avérées et intenses. Dans tous les cas, si la prise de conscience désastreuse des guerres civiles russe et espagnole a poussé à la réglementation, certes modeste et lente, du droit des conflits armés non internationaux à travers le protocole additionnel II des conventions de Genève, de toute évidence ces règles restent insuffisantes en ampleur et en contenu, en comparaison de ce que l'on a codifié autour des conflits internationaux.

Aujourd'hui, la situation des droits de l'homme dans les zones « de non-droit » est particulièrement préoccupante. Il faut donc envisager une réadaptation du droit international humanitaire qui doit offrir davantage de normes et de règles pour circonscrire autant que faire se peut les conséquences des conflits armés non internationaux, le parent pauvre du droit.

Dans le champ des conflits armés internes de haute intensité – là où la souveraineté de l'État est déjà, de fait, compromise, Gérard Aivo nous propose le statut spécial de « combattant irrégulier légal » qui pourrait être protégé par une amnistie obligatoire et automatique à la condition pour les insurgés de respecter le droit humanitaire en général et le principe de distinction en particulier. Il insiste sur le caractère évolutif du droit international humanitaire et la responsabilité des États à l'améliorer ; y compris par la prise de responsabilité, les rappels d'obligation et la pédagogie sensibilisatrice auprès des parties concernées dans les CANI : groupes armés, populations locales et formateurs en droit des conflits armés.

Certes, cet ouvrage particulièrement interpellant repose sur une lecture

juridique du droit international humanitaire et du statut du combattant « à géométrie variable » qui peut se heurter au principe de réalité tactico-opérationnelle avec la non-distinction entre les belligérants organisée par les « insurgés » eux-mêmes pour « pousser à la faute », entraîner des dommages collatéraux, provoquer les opinions publiques à travers les médias pour forcer le retrait des forces dites régulières. Bref, tout ce qui fonde la guerre asymétrique, celle du « faible » face au « fort ».

Riche d'une bibliographie imposante, d'un index des plus utiles, avec un texte offrant en notes de bas de page bien des exemples concrets, *Le statut de combattant dans les conflits armés non internationaux* peut être considéré comme une référence en cette matière des plus controversées juridiquement, mais aussi politiquement et doctrinalement. Les terribles événements en Syrie en sont les exemples les plus parlants.

André DUMOULIN
Institut royal supérieur de défense, Bruxelles
et Université de Liège

Guide du maintien de la paix 2013

David MORIN, Michel LIÉGEAIS
et Marie-Joëlle SAHAR, 2014,
Outremont, QC, Athéna, 266 p.

Depuis l'année 2003, les éditions Athéna publient l'annuaire *Guide du maintien de la paix*, un ouvrage qui trace le portrait des opérations de paix réalisées par les différentes organisations internationales. Au long de ces onze éditions, le *Guide* a préservé sa structure bien réussie qui est divisée en deux parties. La première partie